

# Piketty est dans l'erreur

PAR ALAIN MADELIN

**T**homas Piketty préconise à l'attention de la gauche la politique économique qu'il ne faut pas faire. Sa thèse constitue un véritable retour en arrière sur le plan intellectuel. Nous avons changé de monde, de siècle, d'époque : les bonnes vieilles recettes keynésiennes d'hier ne marchent plus. Peu importe que le taux de l'impôt sur le revenu soit historiquement faible. Le problème, en termes de compétitivité fiscale, n'est pas de comparer à soi-même mais aux autres, et pas seulement en Europe ! Nous vivons dans un monde ouvert, où la compétition s'exerce pour les produits, mais aussi pour la fiscalité des Etats et pour la matière grise. Dans la **nouvelle économie en particulier, les principales sources de richesse ne sont pas le territoire ou les matières premières... mais les cerveaux. Hommes et entreprises sont plus mobiles, plus sensibles à la concurrence fiscale. En outre, il ne s'agit pas seulement de compétition internationale, mais de ce qui est bon pour la France : seule une baisse des im-**

pôts mais aussi des dépenses publiques permettra d'arriver un jour à atteindre l'objectif du plein-emploi. Ce qu'il faut mener au contraire, c'est une courageuse politique de l'offre. Car le régime du moteur de création de richesses et d'emplois dépend largement de l'incitation fiscale marginale. Tout le monde peut comprendre que l'incitation à créer 100 francs de richesse supplémentaire est différente selon que l'Etat et les organismes sociaux en confisquent 75%, ou bien 35%... Paradoxalement, Thomas Piketty devrait être d'autant plus sensible à ce raisonnement qu'il a étudié le phénomène des emplois de service aux Etats-Unis et en France. Comme l'avait déjà montré Alfred Sauvy, un emploi à forte valeur ajoutée induit de nombreux emplois de service, pour peu qu'il puisse disposer lui-même d'une part suffisante de cette valeur



Alain Madelin

ajoutée, c'est-à-dire que l'environnement fiscal lui permette de la dépenser. Exemple : un cadre ne fera repeindre la chambre de ses enfants — ce qui fait du travail pour le peintre — que si impôts, charges sociales et TVA ne sont pas confiscatoires. Quant à la société de rentiers, c'est plutôt la politique socialiste qui l'a créée dans les années 90, quand les taux d'intérêt élevés permettaient un enrichissement sans cause à ceux qui plaçaient sans risque leur épargne en obligations d'Etat. Le capital est le carburant nécessaire à la nouvelle économie. La solution n'est pas un retour au capitalisme d'Etat, mais un capitalisme populaire. Il faut favoriser la mobilité sociale et la diffusion de la propriété, l'émergence de nouvelles fortunes. Ma critique de la théorie de Piketty ne signifie pas que j'approuve la politique de Laurent Fabius et Lionel Jospin. Ils ont annoncé un plan de baisse d'impôts, pas une réforme fiscale. La modernité, ce serait un impôt sur le revenu assez faiblement progressif, avec un taux maximum de 33% ou 35%. Mais aussi une baisse des dépenses publiques et une véritable réforme de l'Etat. On en est loin ! ■ A. M.